

# CHRISTOPHE DE MARGERIE

## PDG de Total

Mon sujet d'intervention ce soir porte sur le travail d'une société comme Total en zone de conflit. C'est un sujet important : comment gérer une entreprise comme Total, une entreprise industrielle, avec des enjeux lourds en matière d'investissements et une forte problématique d'acceptabilité, alors qu'elle doit apporter de l'énergie au plus grand nombre ? Et souvent en travaillant dans des pays qui ne sont pas toujours faciles. J'aurais traduit ce qu'a dit Thierry de Montbrial de la manière suivante : « Comment arriver à travailler dans un univers difficile, souvent intolérant ». Et peut être aussi, pourquoi ? Pourquoi : car c'est là où cela se passe et c'est donc là que nous devons être. Est-ce que l'expérience de sociétés comme Total peut apporter quelque chose ? La réponse est oui.

Je parle ici de Total – ce que je répugne à faire, tous ceux qui me connaissent le savent, surtout dans le Groupe – parce que nous sommes légitimes à évoquer ce sujet. Nous sommes présents dans 130 pays dans le monde, dont certains depuis plusieurs décennies dans l'exploration et la production. Ces pays ne sont pas tous démocratiques. Ces pays ne sont pas si simples, surtout en termes de sécurité et de sûreté. Et en même temps, c'est là où cela se passe.

On nous fait parfois comprendre que ce n'est pas bien que nous soyons présents dans certains pays. Or, on ne fait pas le même reproche aux touristes ou aux hommes politiques qui se rendent dans ces zones. Alors, je ne comprends pas pourquoi les compagnies pétrolières ne pourraient pas le faire. Je ne vois pas pourquoi nous, on ne pourrait pas faire ce que d'autres font. Alors que nous y sommes pour apporter de l'énergie à nos clients, aux consommateurs, qu'ils soient français ou non. D'ailleurs, permettez-moi un aparté – si je n'avais ce soir qu'un seul message à passer, ce serait celui-ci : cessons les contradictions, au moins dans la même phrase. Messieurs les responsables, où que vous soyez, restez cohérents. On ne peut pas à la fois demander d'apporter de l'énergie, de faire de la croissance, d'investir et punir ceux qui reçoivent de l'argent de ces investissements. De même, on continue à dire qu'il faut supprimer le carbone, tout en demandant davantage d'énergie qui ne peut avoir qu'une origine fossile dans sa grande majorité.

Alors après cette digression, si nous revenons au sujet de mon intervention : comment travailler dans des pays à risques, en grandes difficultés ? Comment faire qu'une société responsable comme Total qui est amenée à fournir du pétrole et du gaz et maintenant des énergies renouvelables, puisse travailler dans ces pays ? Peut-être même en y perdant de l'argent, ce qui prouve que la responsabilité n'est pas simplement liée à la sécurité et à la difficulté de travailler dans ces pays. Mais d'accepter de perdre de l'argent, non pas parce que c'est bien, mais parce que ça arrive. C'est aussi notre métier.

Total a traversé récemment des crises dans des pays comme la Libye, la Syrie ou la Côte d'Ivoire. Des situations de crise qui durent depuis trop longtemps et qui continuent, comme l'Irak et le Soudan. Dans des zones où il est parfois difficile de comprendre les messages – parfois contradictoires – des diplomates, comme au Soudan. Que faites-vous, amis diplomates, quand vous voulez aider le Sud du Soudan et ne pas aider le Nord, alors que ce n'est qu'un seul pays, où est la vérité ? Quel rôle veut-on faire jouer aux entreprises ?

Il faut que les patrons, comme celui de Total et d'autres, aient le courage d'expliquer que l'on sait que le rôle d'un politique n'est pas facile. Mais le nôtre non plus. Il faut essayer de se mettre à la place l'un de l'autre. Des crises, il y en a eu d'autres comme en Irak, crise difficile et qui continue. Il y a aussi l'Iran... Il y a également de nombreux pays dans lesquels existent des problèmes de sûreté, de sécurité ; des problèmes pour nos employés, qu'ils soient – et j'insiste – français, européens, ou de toute autre nationalité. Le personnel de Total est de tous les pays où nous sommes. Tous les employés de Total font partie de la compagnie. Cela c'est vraiment important, car c'est le vrai signe que l'on est dans le même monde.

Je vais arrêter de faire la liste des pays dans lesquels nous avons des ennuis, ils sont plus nombreux que ceux où nous n'en avons pas. Qu'est-ce que cette énumération signifie ? Que cela peut arriver partout, mais qu'en même



temps, que cela peut changer. Que l'on peut traverser des crises comme les embargos, comme en Birmanie et que nous avons quand même réussi à faire bouger les choses.

Il est vrai que Total est présent dans beaucoup de pays, que ce n'est pas facile. Officiellement, je dis toujours que Total ne fait pas de politique. Total ne fait pas de politique, mais est complètement concerné par les questions politiques, parce que dès qu'il y a du pétrole, dès qu'il y a du gaz, dès qu'il y a des revenus, dès qu'il y a de l'argent, il y a des problèmes. Mais la « malédiction du pétrole » n'existe pas. Ce n'est pas la malédiction du pétrole, c'est la malédiction de l'argent quand il est mal géré. Le pétrole, c'est de l'énergie, c'est utile et nécessaire et ce n'est certainement pas une malédiction. Et il ne faut pas mélanger l'argent du pétrole avec l'utilité du pétrole.

Dernier message : c'est vrai que c'est difficile, pour une société comme la nôtre, d'avoir 110 000 personnes dans des pays certes sympathiques, mais compliqués. Nous devons donner la priorité à la protection des hommes et des femmes, des femmes et des hommes, et à nos installations. De temps en temps, comme au Yémen aujourd'hui, on se pose la question de savoir si l'on peut continuer à appliquer notre code d'éthique, notre code de conduite qui dit : si on ne peut pas assurer la sécurité, on doit partir. Et si quelqu'un pense vraiment que Total fait une politique uniquement basée sur l'actionnaire, les dividendes, il se trompe gravement. Qu'il pense à toutes nos équipes dans le monde, de toutes les religions, de toutes les nationalités, qui se battent pour que vous ayez, comme aujourd'hui, de la lumière.

Ce soir, j'avais envie de leur dire : merci. Il n'y a pas que ceux de Total, il y en a beaucoup d'autres. Merci de faire quand même ce que vous pouvez, et nous les responsables, d'essayer de faire que ce soit acceptable. De faire en sorte que ce soit plus propre, que ce soit moins générateur de gaz à effet de serre, que ce soit moins difficile à accepter. Et pour faire un lien avec des propos que j'avais tenus à Marrakech : « Vive la vraie démocratie, celle qui respecte les personnes, la cohérence et pas uniquement le politiquement correct ». Merci.